

Vimentis : Élections du Conseil National 2019

Questionnaire – Markus Reck (PVL) : Position politique en détails

<u>Question</u>	<u>Réponse</u>	<u>Importance</u>	<u>Commentaire</u>
-----------------	----------------	-------------------	--------------------

Légende:

++ Je suis pour

+ Je suis plutôt pour

Neutre/je ne sais pas

- Je suis plutôt contre

-- Je suis contre

Questions à propos de Sécurité publique & système judiciaire

1 La consommation de cannabis doit être légalisée après l'âge de 18 ans révolus.



2 Le droit de vote actif doit être réduit de 18 à 16 ans.



3 Au moins un tiers des postes de cadres dans l'administration fédérale doit légalement être occupé par une femme.



4 Il doit être interdit aux agents de la fonction publique en contact avec la population de porter des symboles religieux (crucifix, kipas, foulards, etc.).



5 Les partis doivent être tenus de divulguer les dons et les contributions supérieurs à 10 000 francs suisses.



6 La dissimulation du visage et le voile intégral doivent être interdits dans toute la Suisse.



7 En cas d'actes délictueux, une détention provisoire doit davantage être prononcée plutôt qu'un travail d'intérêt général et des sanctions pécuniaires.



8 Les personnes qui menacent la sécurité helvétique doivent pouvoir être expulsées, y compris lorsque la sécurité de cette personne ne peut être garantie dans le pays d'expulsion.



9 La police doit davantage être équipée de caméras corporelles « Body-Cams » qui empêchent les agressions des agents de police et doivent constituer un moyen de preuve manifeste.



10 L'armée doit faire l'acquisition de nouveaux avions de combat et de missiles de défense contre avions d'un montant de 8 milliards de francs suisses.



11 Les femmes doivent également faire leur service militaire, civil ou protection civile dans le futur.



12 Le transfert des appelés effectuant leur service militaire de l'armée dans le service civil doit cesser, car le service civil est organisé de façon moins attrayante.



13 La Confédération doit disposer davantage de fonds pour l'intégration des jeunes étrangers.



14 La Confédération doit renforcer les contrôles frontaliers dans le trafic ferroviaire.



15 Les diplômé(e)s formé(e)s en Suisse, originaires d'États ne faisant pas partie de l'UE / l'Association européenne de libre-échange (AELE) ne doivent plus relever du contingent d'immigration pour les ressortissants de pays tiers .



16 La Suisse doit accueillir davantage de réfugiés provenant des zones de conflits. 

17 Les aides au développement de l'État doivent être assorties de la condition du retour des demandeurs d'asile expulsés par leurs pays d'origine. 

Questions à propos de Politique étrangère et intégration des étrangers

18 Les étrangers qui vivent en Suisse depuis 10 ans doivent jouir du droit de vote actif à l'échelle du canton. 

19 La Suisse doit postuler pour un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. 

20 Les militaires suisses doivent être autorisés à faire des interventions à l'étranger sous mandat de l'ONU ou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). 

21 Afin de conclure des accords de libre-échange avec les nouveaux marchés tels que l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, la Suisse doit supprimer des mesures économiques, comme p. ex. 

les tarifs protecteurs pour les produits agricoles importés qui respectent les normes en matière d'écologie et de droits de l'homme.

22 Le tribunal arbitral prévu dans l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE pour régler les litiges doit se fonder sur la Cour de justice de l'Union européenne dans la mesure où les points litigieux concernent le droit de l'UE.



23 Pour maintenir les mesures visant à protéger les salaires et les conditions de travail (appelées mesures d'accompagnement), la Suisse ne doit pas signer l'accord-cadre institutionnel et accepter que l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce (MRA) ne soient pas renouvelés.



24 Un nouveau milliard en faveur de la cohésion ne doit être versé à l'UE que si celle-ci renonce aux mesures discriminatoires à l'encontre de la Suisse, comme p. ex. la garantie réitérée de l'équivalence boursière et le renouvellement de l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce (MRA)



Questions à propos de Politique sociale et système de santé

25 La Suisse doit décréter la vaccination obligatoire des enfants en âge d'aller à l'école maternelle.



26 Tout type de publicité portant sur des produits à base de tabac ciblant les enfants et les adolescents doit être interdit.



27 En Suisse, l'euthanasie active directe doit être autorisée par un médecin spécialement agréé.



28 Un modèle de l'opposition doit être introduit dans le don d'organes.



29 Davantage de personnes doivent avoir droit à une réduction des primes d'assurance-maladie. Pour ce faire, les cotisations fédérales et cantonales sont augmentées.



30 Afin de réduire la prime obligatoire, le catalogue de prestations de la caisse-maladie obligatoire doit se



limiter aux prestations vitales.
Des assurances
complémentaires peuvent
être souscrites pour les autres
prestations.

31 La Confédération doit
promouvoir la construction de
logements à loyers modérés
et ainsi mettre à la disposition
des coopératives dans les
nouvelles zones à bâtir au
moins 30 % de la surface de
plancher.



32 La mesure d'incitation pour
que les chômeurs trouvent un
emploi doit être renforcée en
réduisant le montant des
indemnités de chômage en
cas de période de perception
prolongée.



33 Une protection renforcée
contre les licenciements doit
être mise en œuvre à l'égard
des salariés âgés de plus de 55
ans.



34 L'âge ordinaire de la retraite
pour les femmes et les
hommes doit respectivement
être augmenté à moyen terme
d'un an au minimum (c.-à-d.
66 ans pour les hommes et 65
ans pour les femmes).



35 Le taux de conversion de la prévoyance professionnelle doit être déterminé par la Commission de la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité de la Confédération en fonction de l'espérance de vie et des rendements moyens sur le marché des capitaux.



36 Les besoins de base pour les moyens de subsistance de l'aide sociale doivent être diminués.



Questions à propos de Politique familiale et politique de l'éducation

37 Les écolières et les écoliers doivent dans tous les cantons apprendre une langue nationale en tant que première langue étrangère.



38 Les enfants de langue étrangère doivent être scolarisés au début dans des classes de français distinctes et ils n'intègrent la classe ordinaire qu'après avoir acquis des connaissances suffisantes en français.



39 Les performances des écolières et des écoliers doivent être évaluées par des notes à partir de la 1ère



année d'école primaire dans toute la Suisse.

40 Les critères d'admission aux écoles cantonales doivent être renforcés.



41 Afin de comparer la qualité des lycées à l'échelle de la Suisse, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur par lycée doit être rendu public.



42 Des emprunts à taux zéro doivent davantage être accordés aux étudiants des familles moins aisées à la place des bourses.



43 Les parents qui utilisent l'offre des structures d'accueil de jour dans les écoles primaires doivent prendre en charge la moitié des frais au maximum. Les frais restants sont à la charge des cantons et des communes.



44 La Confédération doit investir tous les ans environ 0,3 % du produit intérieur brut, soit 2 milliards de francs suisses afin de soumettre une offre publique coordonnée en coopération avec les cantons et les communes concernant la place d'accueil pour enfants



Aus meiner Sicht würden 0,1% vollauf genügen, aber im Grundsatz okay.

en dehors du cadre familial à partir de 3 mois.

45 La limite supérieure des frais déductibles pour la garde d'enfants par des tiers doit être revue à la hausse dans l'impôt fédéral direct, à savoir de 10 000 à 25 000 francs suisses.



46 Les couples de même sexe liés par un partenariat enregistré doivent avoir le droit d'adopter conjointement, en plus de leurs beaux-enfants, également des enfants tiers.



47 Un congé parental de 12 semaines doit être introduit en plus du congé de maternité classique de 14 semaines.



Kumulativ würden aus meiner Sicht 8 Wochen (4+4) auch ausreichen.

48 La discrimination des couples mariés doit être abolie dans la mesure où ces derniers doivent régler un impôt plus élevé en vertu de l'imposition individuelle et de l'imposition commune.



Questions à propos de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

49 La Suisse doit investir tous les ans CHF 12 milliards de francs



suisse supplémentaires dans les énergies renouvelables.

50 Le marché de l'électricité doit être entièrement libéralisé afin que le consommateur final puisse choisir lui-même le fournisseur d'électricité sur le marché suisse. 

51 Le Conseil fédéral doit fixer les prix plafonds des frais de roaming. 

52 La Confédération doit fixer des normes minimales obligatoires concernant les mesures de cybersécurité pour les entreprises suisses. 

53 Les médias en ligne et papier doivent à l'avenir être soutenus à partir des ressources générées par la redevance radio et télévision lorsqu'ils fournissent des services publics à l'échelle locale ou régionale. 

54 À partir de 2030, plus aucun nouveau véhicule doté d'un moteur à combustion ne doit être mis en vente. 

55 En Suisse, les passagers aériens doivent régler une taxe CO2 sur les billets d'avion, indépendamment d'une telle mise en œuvre internationale.



56 Outre les combustibles fossiles, d'autres carburants doivent être imposés, y compris une taxe d'incitation. Les recettes doivent, à l'instar de la taxe d'incitation pour les combustibles, être réparties à égalité entre la population / les entreprises.



57 En Suisse l'élevage intensif d'animaux doit être interdit.



58 La Confédération doit soutenir financièrement l'utilisation des modèles de partage de véhicule.



59 Afin de supprimer les problèmes de capacités et les passages étroits dans la circulation routière et ferroviaire, la Confédération doit introduire une tarification Mobilité qui augmentera le prix sur de nombreux trajets empruntés aux heures de pointe et diminuera le prix de ces derniers pendant les heures creuses et sur les axes secondaires.



60 L'abonnement général (AG) et l'abonnement demi-tarif doivent progressivement être remplacés par un abonnement avec réduction dans lequel la réduction en pourcentage sur les prix des tickets individuels augmente en fonction de l'utilisation. Ce qui permettra de baisser les prix des tickets ordinaires.



61 La Confédération doit soutenir financièrement le projet Cargo sous terrain.



Questions à propos de Politique économique, impôts & finances publiques

62 Un salaire minimum de 4 000 CHF doit être introduit.



63 Les heures d'ouverture des magasins doivent être pleinement libéralisées en Suisse.



64 L'accès des denrées alimentaires au marché suisse ne doit pas être accordé automatiquement même si elles sont autorisées dans l'UE.



65 L'interdiction des exportations de matériel d'armement vers les pays confrontés à des conflits armés doit être remplacée par un examen au cas par cas.



66 Les importations parallèles de médicaments doivent-elles être autorisées en Suisse ?



67 L'octroi de crédits et d'hypothèques doit être accordé à PostFinance.



68 L'augmentation des dépenses du budget de la Confédération doit au maximum être égale à celle de la croissance économique.



69 Les personnes disposant d'un revenu brut supérieur à 250 000 francs suisses doivent payer des taux d'imposition plus élevés que ceux en vigueur actuellement, ce qui permettrait de réduire les taux d'imposition des personnes à plus faibles revenus (hausse de la progression de l'impôt).



70 La Confédération doit introduire des taux minimaux de taxation pour les impôts perçus sur les bénéfices



(impôt sur les bénéfices) afin de réduire la concurrence fiscale intercantonale.

71 La Confédération doit introduire l'échange automatique d'informations , y compris entre les banques nationales et les autorités fiscales pour les ressortissants suisses.



72 La valeur locative doit être supprimée.



73 L'imposition forfaitaire de contribuables étrangers fortunés doit être interdite en Suisse.

